

Comment combattre l'inefficacité de l'aide dans un État fragile? :

Le parcours prometteur d'Haïti

Par M. Marc Anglade, Coordinateur National du Mécanisme de l'Aide Externe, Haïti



Haïti est souvent apparu dans les journaux ces 10 dernières années, entre le tremblement de terre du 12 janvier 2010 et une succession d'ouragans dévastateurs. Au-delà de sa forte exposition aux chocs naturels, ce sont les crises politiques qui font aussi la une. La succession de « peyi lòk » (pays bloqué en créole) depuis juillet 2018 a entraîné un blocage institutionnel traduit par une série d'événements politiques qui ont exacerbé la crise socio-économique déjà très forte dans le pays. Il en résulte, conjugué à la faiblesse, et dans certains cas l'absence, des politiques publiques, que 4,2 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire en 2020, des chiffres similaires à la Centre-Afrique ou la Somalie. Pourtant les milliards affluent vers Haïti depuis des années. **En moyenne, le pays reçoit 1 milliard de dollars d'aide publique au développement (APD) par an – dont une partie est encore consacrée à l'aide humanitaire.**

Malgré cette situation dramatique, Haïti via le Secrétariat Technique du Cadre de coordination de l'aide externe au développement (CAED), a décidé de participer au [3^{ème} round de Monitoring du Partenariat Mondial en 2018](#). Cet exercice a été l'occasion de mesurer de façon objective et impartiale l'état de la coopération au développement. Bien que [les résultats](#) aient été publiés durant une période de crise politique, ils ont permis de **lancer un processus de fond pour relever le défi de l'inefficacité du développement en Haïti.**

Malgré l'engagement constant des Partenaires techniques et financiers, main dans la main avec les partenaires gouvernementaux, les résultats ont démontré un déficit au niveau de la réalisation des principes de [l'Accord de Partenariat de Busan](#). Cela se traduit par un manque d'alignement de la coopération internationale aux priorités gouvernementales et une certaine difficulté de la part du gouvernement à établir des priorités de développement claires, bien qu'il existe un mécanisme de coordination de l'aide dans le pays.

Afin d'exploiter au mieux le contenu des résultats publiés, c'est au niveau technique que le travail s'est poursuivi à travers la réalisation **d'une note conceptuelle présentant un diagnostic de la situation et une proposition pour adresser les déficits analysés.** Concrètement, avec l'appui technique des Nations Unies, le Ministère de la Planification et de la

Coopération externe a identifié les causes profondes de l'inefficacité de l'aide dans le pays. Le diagnostic a inclus un état des lieux de la situation, ainsi qu'une revue de l'état effectif des outils et mécanismes déjà en place. Dans le cadre de cet exercice **les 10 indicateurs du Partenariat Mondial pour mesurer l'avancée de la mise en place des principes d'efficacité ont été utilisés pour mesurer les forces, les faiblesses, les menaces et les opportunités du système de gestion de la coopération internationale et des outils du développement.**

Que montrent les résultats sur la coopération au développement en Haïti et quelles sont les actions en train d'être prises?

Il en résulte que la coopération est peu alignée, utilise très peu les systèmes nationaux et qu'il existe des dysfonctionnements au niveau du système national de suivi de l'aide. C'est aussi essentiellement une coopération de substitution qui n'est pas porteuse de croissance qui a été reflétée par les analyses. Au-delà des dysfonctionnements intrinsèques de la planification nationale qui n'est pas reflétée dans des documents stratégiques à court et moyen termes depuis 2016¹ ; il faut souligner que l'essentiel des besoins humanitaires en Haïti – mis à part ceux directement liés à des chocs – sont de nature quasi chronique. Ils sont directement liés à des déficits de développement, qui eux-mêmes trouvent leurs origines dans des problèmes structurels et systémiques profonds, qui parfois sont tellement complexes à résoudre qu'ils en deviennent des **nœuds gordiens**. Les besoins humanitaires sont les symptômes et les manifestations de ces problèmes – problèmes de gouvernance politique, de gouvernance économique et de gouvernance institutionnelle notamment.

Une nouvelle politique publique

Face à ce constat, la deuxième partie du travail a débuté. Comment répondre à ce constat résultant de la fragilité intrinsèque du pays ? Deux volets sont apparus. D'une part, il reste primordial dans un contexte fragile de mettre en place des processus résistants aux crises politiques et aux chocs venant perturber la planification nationale. C'est pourquoi **Haïti s'est lancé dans la préparation d'une politique publique de coopération internationale et de gestion de l'aide externe pour l'année 2021.**

Cette politique publique aura pour but de doter Haïti d'un cadre stratégique pour la mise en œuvre de ses relations de coopération internationale. Ainsi, une place particulière sera donnée aux relations Sud-Sud. D'autre part, cette politique publique donnera également un cadre pour la gestion de la coopération externe qui permettra de cadrer les projets et programmes de coopération internationale afin de s'attaquer à la gestion en silo de celle-ci. Ce cadrage permettra de redynamiser le cadre de coordination de l'aide externe (CAED). **Cette politique sera réalisée à travers de large consultation en adoptant l'approche « pansociétale » et une étude permettant d'établir l'impact de la coopération au développement en Haïti.**

Une feuille de route et un plan d'action

D'autre part, la fragilité du pays doit être adressée par l'action collective. Le but de la coopération au développement est de soutenir Haïti à atteindre les objectifs de développement durable. Ainsi, le gouvernement a finalisé **sa feuille de route pour la mise en œuvre des ODD**

¹ Il existe en Haïti un document de planification 2012-2030, le Plan de Stratégie de Développement d'Haïti – PSDH.

et son plan d'action. Ce **Konbit pou Devlopman** (le *konbit* rassemble tous les acteurs d'une communauté pour réaliser une action commune pour le bien de toutes et tous) a pour but d'impliquer l'ensemble des acteurs de la société haïtienne afin que main dans la main ils réalisent les objectifs de développement durable. La feuille de route établit donc une approche prenant en compte tous les aspects nécessaires pour le développement du pays : des outils de planification nationaux à la sensibilisation de toutes les strates de la société. Lors de la première semaine des ODD du 1^{er} au 3 décembre 2020, les acteurs gouvernementaux, le secteur privé, les coopérants, les organisations de la société civile, la diaspora et des experts du financement du développement ont débattu sur cette feuille de route. Son adoption devrait permettre de finaliser un cadre de partenariats entre Haïti et ses partenaires au développement afin d'assurer l'engagement de tous les acteurs pour la réalisation des ODD qui devraient guider chaque étape du développement en Haïti.

Regard vers l'avenir : le Dialogue d'Action 2021

Haïti fait donc le choix d'une réponse unie et transparente, dont les partenariats efficaces sont l'essence même des futures actions qui seront menées en 2021. Dans le cadre de ces efforts, Haïti est également l'un des premiers pays à confirmer sa participation au [Dialogue d'Action 2021](#), une initiative phare lancée par les Coprésidents du Partenariat Mondial, qui encourage les pays à réfléchir à ce que signifie pour eux aujourd'hui une coopération efficace au développement et à la manière dont ils peuvent renforcer l'efficacité de la coopération et des partenariats dans l'esprit d'une approche du développement durable « pangouvernementale » et « pansociétale ». Cette initiative viendra enrichir la nouvelle politique publique d'Haïti en matière de coopération internationale et de gestion de l'aide externe.